

Direction départementale  
de la protection des populations

Service de la sécurité  
de l'environnement industriel

Affaire suivie par Nadège ROLAIN  
Téléphone : 02.38.42.42.77  
Courriel : nadège.rolain@loiret.gouv.fr  
Référence : IC/AMD/BARDAT DOUCHY

**ARRETE**  
**de**  
**mise en demeure**

**S.A.R.L. BARDAT**  
**à DOUCHY-MONTCORBON**

*Le Préfet du Loiret*  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*  
*Officier de l'Ordre National du Mérite*

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2003 autorisant la société PLAISANCE à poursuivre l'exploitation d'une carrière aux lieux-dits « Les Sablonnières » et « Les Grandes Noues » à DOUCHY, et notamment ses articles 1.2.3. et 3.7 ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 avril 2018 autorisant la société BARDAT à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sables rouges implantée à DOUCHY, aux lieux-dits « Les Sablonnières » et « Les Grandes Noues » ;

VU le courrier adressé par l'inspection des installations classées à la S.A.R.L. BARDAT le 3 décembre 2018 suite au constat sur place, le 28 novembre 2018, de la non remise en état du site d'extraction de la carrière autorisée par les arrêtés préfectoraux susvisés, conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 décembre 2018 ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation d'exploiter la carrière implantée aux lieux-dits « Les Sablonnières » et « Les Grandes Noues » à DOUCHY-MONTCORBON a été accordée pour une durée de 15 ans par l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2003 susvisé, est arrivée à échéance le 28 octobre 2018 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 3.7. de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2003 susvisé stipule que « La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement d'autorisation d'exploiter » ;

**CONSIDÉRANT** que lors du contrôle réalisé le 28 novembre 2018 sur le site, l'inspection des installations classées a constaté que la carrière n'était pas remise en état, et que l'exploitant n'a pas déposé de dossier de demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter ;

**CONSIDÉRANT** que le non-respect du délai de remise en état susvisé constitue une non-conformité majeure pouvant amener à ce que le site soit abandonné sans remise en état finalisée, notamment en cas de défaillance de l'exploitant après l'échéance de l'autorisation ;

**CONSIDÉRANT** que, suivant les termes de l'article L.171-8 du code de l'environnement, « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. [...]* » ;

**CONSIDÉRANT** l'intention annoncée de la S.A.R.L. BARDAT de déposer un dossier de demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter en début d'année 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que la remise en état pourrait être réalisée en régaland les matériaux inertes déjà stockés sur place et nécessiterait peu d'apport de nouveaux matériaux ;

**CONSIDÉRANT** que la période hivernale n'est pas propice aux travaux de terrassement en raison des intempéries susceptibles de les interrompre ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret.

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La S.A.R.L. BARDAT (siège social : « La Tour de Bourges », 45220 TRIGUERES) est mise en demeure, pour la carrière implantée au lieux-dits « Les Sablonnières » et « Les Grandes Noues » à DOUCHY-MONTCORBON, **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- Soit de procéder à la remise en état de la carrière, dans le respect des dispositions de l'article 3.7 de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2003 susvisé ;
- Soit de déposer un dossier de demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter cette carrière

### **Article 2 :**

Dans le cas où les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> ne seraient pas satisfaites dans le délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement pourront être prises à l'encontre de l'exploitant.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté est notifié à la S.A.R.L. BARDAT.

En vue de l'information des tiers, il est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLÉANS, LE **17 DEC. 2018**

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
**Stéphane BRUNOT**

### **Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 **dans un délai de 2 mois** à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Diffusion**

- S.A.R.L. BARDAT
- M. le Sous-Préfet de MONTARGIS
- M. le Maire de DOUCHY-MONTCORBON
- M. l'Inspecteur de l'environnement en charge des I.C.P.E. (D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire – U.D.45),



